FOREIGN SERVICE OF THE UNITED STATES OF AMERICA

SECURITY: RESTRICTED PRIORITY: AIR POUCH

TO: Department of State 755.11/8-2450

FROM: Brussels 167, August 24, 1950 1 enclosure

REF: Royal Question

SUBJECT: PIRENNE REMAINS AS KING'S SECRETARY

For Dept use only
REGD SEP 5
ACTION EUR
INFO DCR OLI

The conservative P.S.C. paper, La Libre Belgique, of August 23, 1950 reports that despite rumors to the contrary, M. Pirenne continues to be the King's secretary and M. Weemaes his private secretary.

These gentlemen have been among Leopold's staunchest and most stubborn supporters. [redacted] B-1

As could be expected, Le Peuple (Socialist) of August 24, 1950 picked up the item about M. Pirenne in La Libre Belgique and printed a small front page article headed, "Will M. Pirenne continue as Secretary of Leopold III Despite Shameful Activities in the Royal Question?" The theme of the article is to the effect that so long as M. Pirenne continues to have some influence in the court the policy of reconciliation around the Prince Royal will continue to be compromised.

The clippings from La Libre Belgique and Le Peuple are enclosed.

755.11/8-2450

DEPARTMENT OF STATE A/CDC/MR
REVIEWED BY H. Meyer DATE 11/16/82
CLASSIFIED/CONFIDENTIAL
RDS or XDS EXT. DATE OADR
TS AUTH. REASON(S) 1.3(a)(5)
ENDORSE EXISTING MARKINGS
DECLASSIFIED RELEASABLE
RELEASE DENIED UNDER SUBPART B-1
PA or FOI EXEMPTIONS

Chalmers B. Wood
Third Secretary of Embassy

Enclosure:
Clippings from La Libre Belgique of August 23 and from Le Peuple of August 24, 1950.

CBWood:mh

RESTRICTED

ACTION COPY — DEPARTMENT OF STATE
The action office must return this permanent record copy to DC/R files with an endorsement of action taken.

RESTRICTED

Single enclosure to Brussels
Despatch No. 167, August 24. 1950

FEB 13 1950

La Libre Belgique
August 23, 1950

Au Secrétariat du Roi

Quelques journaux ont annoncé que le Roi avait renoncé aux services de M. Jacques Pirenne. Renseignements pris, nous sommes en mesure de préciser que le Roi conserve M. Pirenne comme secrétaire et M. Weemaes comme secrétaire privé.

Le Peuple
August 24, 1950

M. PIRENNE RESTE-T-IL SECRÉTAIRE DE LÉOPOLD III, malgré ses turpitudes dans la QUESTION ROYALE ?

La « Libre Belgique » dément l'information selon laquelle Léopold III a renoncé aux services de M. Jacques Pirenne. Elle précise que « le roi conserve M. Jacques Pirenne comme secrétaire et M. Weemaes comme secrétaire privé ».

Cette information ne manquera pas d'étonner et de scandaliser pas mal de gens.

Le même jour, un journal P.S.C., « Het Volk », consacre plus d'une page à l'exposé des turpitudes de M. Pirenne dans la question royale

Nous y lisons ce qui suit :

« Nous avons constaté que certaine presse, en collaboration avec certaines personnalités conservatrices et en collaboration avec M. Pirenne lui-même, a déclenché une tentative de grand style pour donner à la masse de l'opinion une représentation des faits qui non seulement était inexacte, mais volontairement mensongère. »

« Het Volk » précise plus loin qu'il s'agit de la « Libre Belgique » et de MM. Nothomb, Lamalle et Van der Vorst.

Le journal démocrate-chrétien signale que les auteurs de cette manœuvre spéculaient cyniquement sur la discrétion de leurs victimes :

« Démolissons-les, se sont-ils dit, ils préféreront se laisser déchirer en lambeaux plutôt que de découvrir la couronne. »

Pourquoi toutes ces manœuvres? Pour permettre à M. Pirenne de faire croire à l'opinion que Léopold III n'avait accepté l'abdication différée que contraint et forcé par ses ministres P.S.C. qui avaient menacé de l'abandonner.

« Het Volk » affirme que les ministres P.S.C. ne sont pour rien dans la décision du roi. Il cite le contenu de la lettre autographe du roi, remise à M. Duvieusart, lors de la démarche au château de Laeken des quatre ministres Duvieusart, Carton de Wiart, Van Zeeland et De Vleeschauwer. Dans cette lettre, il est dit :

1° Que le roi veut à tout prix éviter que le sang coule, même s'il devait pour cela abdiquer;

2° Qu'il fallait constituer un gouvernement tripartite;

3° Qu'il fallait immédiatement donner satisfaction à certaines revendications wallonnes;

4° Qu'il fallait aussi trancher immédiatement certaines questions sociales.

« Het Volk » signale ensuite l'intervention intempestive de M. Pirenne dans le but de faire croire qu'il y avait malentendu.

Pour réussir sa manœuvre, M. Pirenne n'hésita pas à demander à M. Duvieusart la restitution de la lettre autographe du roi, de sorte que le Premier ministre ne disposait plus d'aucune preuve écrite de la vérité. Il a fallu le témoignage du vicomte Berryer, chef de cabinet de Léopold III, pour rétablir celle-ci.

Nous avons écrit tout cela au moment des faits. Nous avons tenu à le répéter sur la foi d'un confrère P.S.C. Cela nous permet d'affirmer avec plus de force que tant que M. Pirenne s'occupera des affaires publiques, tant qu'il exercera une influence quelconque à la Cour, nous ne sommes pas au bout de nos peines et que la politique de réconciliation autour du Prince Royal s'en trouvera gravement compromise.

Dans cette affaire, il n'y a pas que les intérêts du P.S.C. et l'unité de ce parti qui sont en cause. Il y a aussi les intérêts de la nation qui se trouvent gravement compromis par les agissements de ce personnage.

Le gouvernement, qui sait à quoi il est exposé, a des responsabilités à prendre en cette matière. Il faut espérer qu'il les prendra avant que de nouveaux dégâts aient été causés.